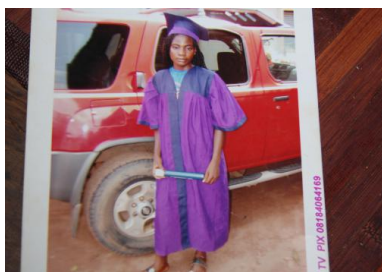


Blessing, 20 ans, meurt noyée en France en traversant la frontière

PAR MATHILDE MATHIEU
ARTICLE PUBLIÉ LE LUNDI 21 MAI 2018

La justice confirme l'identité du cadavre repêché récemment dans une rivière des Alpes : Blessing, une Nigériane, s'est noyée en traversant la frontière. C'est la première fois qu'un-e migrant-e perd ainsi la vie dans les Hautes-Alpes. Sur place, des bénévoles pointent les dangers des « courses-poursuites » policières. Reportage.



© MM

Quand les agents EDF découvrent son cadavre dans la Durance le 9 mai, elle est nue, sans identité. Ses vêtements ont disparu, arrachés par les courants de la rivière, ultra violents en cette saison. Même son visage n'existe plus, comme dilué. Mais il y a ses longues tresses, sa bague, son collier... Et puis ce corps noir. Instantanément, dans la région, tout le monde comprend : une migrante s'est noyée en tentant de rallier Briançon depuis la frontière italienne.



Le barrage sur la Durance (Hautes-Alpes) où le corps a été retrouvé le 9 mai dernier. © MM

Cette mort que l'on redoutait tant, ce « cadavre du printemps » que les bénévoles des Hautes-Alpes s'imaginaient trouver avec la fonte des neiges au col de Montgenèvre, ou plus sûrement au col de l'Échelle, si piégeux, a finalement surgi des eaux. La Durance ? « *Ce n'est pas qu'elle est méchante*, écrivait Jean Giono. *Mais pour elle, le bien et le mal, c'est pareil.* »

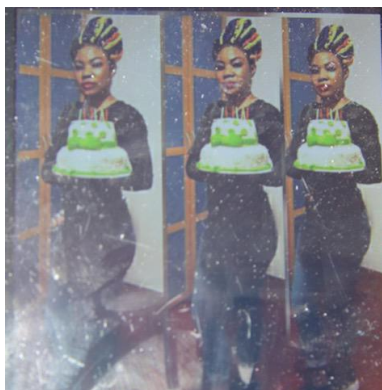
Voilà donc le premier cas recensé, dans les Hautes-Alpes, d'un-e exilé-e qui perd la vie en pénétrant sur le territoire français – des dizaines sont décédés en essayant plutôt de le quitter **du côté de Calais**.

Ce ne sera pas le dernier cadavre. À peine cet article était-il rédigé que le parquet de Gap annonçait la **découverte** d'un second corps non identifié, toujours noir, masculin cette fois, sur un chemin près de Montgenèvre. Pour les militants locaux, épuisés par un hiver de mobilisations et de maraudes, **éccœurés par les opérations médiatiques des « identitaires »**, c'est le choc. « Leur » frontière ne se contente plus de blesser, ou de geler pieds et mains en série, elle tue.

Vendredi 18 mai, à l'issue d'une analyse ADN, le procureur de Gap a mis officiellement un nom sur la dépouille de la Durance, confirmant l'identité que les bénévoles avançaient depuis déjà plusieurs jours : il s'agit de Blessing Matthew, Nigériane de 20 ans, qui ne donnait plus signe de vie depuis la nuit du 7 mai, date de son départ de « Chez Jesus », un refuge autogéré situé côté italien, à 1 800 mètres d'altitude, où dorment nombre de migrants avant de tenter la frontière.

« *On fait nos comptes tous les matins* », confie un membre de l'équipe. Les migrants appellent en général pour signaler qu'ils sont parvenus à Briançon sains et saufs après dix-sept kilomètres de marche (au bas mot) sans tomber sur des policiers. Le coup de fil de Blessing, lui, n'est jamais arrivé. C'est que, d'après

divers témoignages, elle a justement croisé des forces de l'ordre à mi-chemin, au village de La Vachette, alors qu'elle avait fait le plus dur.



Blessing Matthew, environ 20 ans, née dans le delta du Niger. © MM

Encore floues, les circonstances de cette « rencontre » ont mis Briançon en ébullition. Car depuis des mois, des bénévoles pointent la dangerosité des contrôles en haute montagne et reprochent à certains policiers (ou gendarmes) de « jouer au chat et à la souris », d'abuser des « courses-poursuites », de recourir à des « méthodes de cow-boys », voire « des guet-apens » – les termes varient selon le degré de défiance accumulée et les opinions politiques. Or à La Vachette, hameau traversé de bout en bout par la Durance, gonflée à bloc par la fonte des neiges, chaque mètre de berge est un piège.

Ouverte dès l'apparition du cadavre par le parquet de Gap, une enquête pour « recherche des causes de la mort » est désormais censée reconstituer le scénario catastrophe.

Retrouvé par Mediapart sur le quai d'une petite gare déserte du Briançonnais, l'un des compagnons de marche de Blessing accepte de livrer un bout, au moins, de l'histoire. « Au départ de "Chez Jesus", on était huit », raconte Roland une semaine après les faits, alors qu'il s'apprête à grimper dans un train de nuit pour Paris où il compte demander l'asile. « Une fois à La Vachette, vers 5 heures, on n'était plus que deux à attendre Blessing, qui était très fatiguée, avec des crampes. » Tendue, pas en confiance avec nous, Roland compte ses mots. « Tout à coup, des policiers [en tout cas des forces de l'ordre – ndlr] ont surgi avec des lumières et nous ont pourchassés. »

D'après lui, les trois migrants auraient détalé dans des directions différentes. Tandis que lui se cachait, le troisième homme, Hervé, aurait été interpellé. Qu'est-il arrivé à Blessing ? Roland n'en sait rien. Terrorisé, il est resté cloîtré dans son abri jusqu'à 9 heures du matin.

« Je l'ai trouvé en allant nourrir les poules, se souvient, de son côté, une habitante de La Vachette. Il m'a regardé, assoiffé, je l'ai vite fait rentrer dans la maison. Je ne voulais même pas qu'il prenne le risque d'aller ramasser son sac. » Aux militants venus le récupérer discrètement, Roland a confié alors ce qu'il aurait vu depuis sa cachette : des policiers qui cherchent au bord de l'eau, avec leurs torches, pendant des heures.



Le village de La Vachette, vu depuis le col de Montgenèvre. © MM

Ce témoignage central, le jeune « sans papiers » est allé le livrer aux gendarmes enquêtant sur la mort de Blessing, assisté par l'avocat du collectif « Tous migrants », avec son visage juvénile, ses mini-tresses et son collier long comme le bras. Courageux ? « Quelqu'un qui meurt comme ça, c'est triste. Je devais dire ce que je sais. » Mais voilà déjà que son train arrive, et il ne le raterait pour rien au monde.

Sollicités par Mediapart, ni le parquet de Gap, ni les services de gendarmerie, ni les services de police, n'ont souhaité confirmer, démentir ou commenter la présence de fonctionnaires la nuit du 7 mai à La Vachette. Encore moins préciser les modalités des contrôles éventuellement opérés, voire les secours sollicités – pourquoi pas ?

Au nom du secret de l'enquête, le verrouillage est parfait.

« Les forces de l'ordre sont coupables », tranche la grande sœur de Blessing, 36 ans, alertée par des militants, arrivée en catastrophe depuis sa résidence

du sud de l'Italie (où elle vit avec des papiers). Non pas qu'elle soupçonne des gendarmes ou des policiers d'avoir poussé sa sœur à l'eau. « *Mais quand vous acculez quelqu'un au bord d'une fenêtre et qu'il tombe, c'est comme si vous le poussiez. Et même s'il s'avère qu'ils ont cherché Blessing ensuite pendant des heures, ça ne suffit pas. Dans ces cas-là, tu appelles des renforts, tu fais venir des chiens, tu cherches, tu cherches encore ! Les agents français qui mettent les immigrés en danger comme ça, la nuit, dans le froid, ils sont coupables.* » Christina ne pleure pas. Sa colère est comme ses yeux, sèche et noire.

Quand Mediapart la rencontre, côté italien, la justice n'a pas encore identifié formellement le cadavre. Ce jour-là, Christina se présente donc au poste-frontière, au milieu des touristes et des télésièges à l'arrêt, pour réclamer de voir la dépouille, aider comme elle peut la justice. Elle se voit refuser l'entrée. À la place, les gendarmes prélèvent son ADN : c'est l'échantillon qui, *in fine*, permettra l'identification du cadavre. « *Mon ADN est autorisé à rentrer en France mais pas moi pour voir le corps de ma sœur !* », s'indigne Christina, dont la mère, au Nigeria, ignore encore tout du drame.

« *Je ne veux pas lui annoncer par téléphone sans personne pour la soutenir*, confie la grande sœur, dans son blouson à fleurs, avec des boucles d'oreilles en forme de cœurs. *Alors j'ai envoyé mon frère la prévenir.* » Protestante, Christina a quitté le delta du Niger depuis dix ans déjà, dix ans qu'elle n'a pas vu la petite, qui ne lui avait rien confié de son périple. Mais Christina sait tout, bien sûr, des dangers du voyage, des naufrages en Méditerranée, des violences sexuelles. « *Et Blessing qui meurt noyée en France...* »

Elle s'emporte soudain : « *Vos dirigeants acceptent le président corrompu du Nigeria, le pétrole du Nigeria, mais pas ses citoyens ? Il y a si peu de réfugiés chez vous en comparaison de l'Italie ou de la Libye !* » Pas une once de sentimentalisme, le discours est politique pendant une heure et demie. À un souvenir près, qui ressurgit.

« *Quand Blessing était enfant, on lui disait toujours : « Tu es trop petite, tu ne vas pas y arriver ! » Mais elle essayait quand même et elle y arrivait toujours. Elle*

voulait tout essayer. » Que dire, désormais ? « *Je veux qu'elle soit la première et la dernière à mourir ici, souffle Christina. Il faut que la France change.* » Pour que les gens réalisent, elle accepte de montrer un cliché de Blessing, assez daté déjà, qu'elle trouvait si joli.



Blessing encore adolescente, au Nigeria. © MM

« Les maraudeurs ont sauvé plus de vies que moi comme chirurgien »

Attablés dans le jardin de « Chez Jesus », le refuge autogéré de Claviere en Italie, ouvert cet hiver en urgence dans le soubassement d'une église, deux Français confient recevoir moult témoignages de migrants sur des forces de l'ordre qui « *surgissent de façon effrayante, braquent leurs torches, leur courent après* ». Dans ces cas-là, « *tu réfléchis pas, tu cours aussi ! Et ça produit inévitablement des accidents* ».

Révoltés par ces contrôles à répétition, qu'ils assimilent à des « *mises en danger d'autrui* », ils résument l'absurdité de la situation : « *Les migrants qui dorment ici arrivent tous à passer, certes en plusieurs fois s'ils sont interpellés et ramenés en Italie, mais ils finissent par passer. Sauf les plus vulnérables : enfants, femmes enceintes, personnes handicapées... Ce système de répression est tel que la sélection, en fait, elle est physique.* »

Interrogé sur le nombre de « blessés de la frontière » recensés en bas, à Briançon, Max Duez, chirurgien récemment retraité, tient toutefois à relativiser le nombre d'accidents. Ce motard aux cheveux ébouriffés, communiste hyper actif à « Refuges solidaires » (l'association qui héberge des exilés dans un bâtiment mis à disposition par la ville) se souvient surtout des deux Guinéens tombés dans un ravin l'été dernier (dont un souffre encore de lourdes séquelles),

effrayés par des gendarmes qui planquaient dans un tunnel. « Cette année, on a vu aussi une fracture ouverte de la cheville. »



Le bâtiment de l'association « Refuges solidaires » où Max Duez, chirurgien à la retraite, assure une permanence médicale bénévole. © MM

Mais sinon, **Max Duez** est surtout confronté à des blessures mal soignées (que les exilés traînent depuis la Libye), de l'hypertension, de la gale ou encore des parasitoses, et bien sûr des gelures en bataille. « *Quand ils ont les pieds dans la bassine d'eau chaude, je fais aussi beaucoup de psy*, souffle Max Duez. *En résumé, cette année, les maraudeurs ont sauvé bien plus de vies que moi.* »

Pas hostile dans l'absolu aux contrôles des forces de l'ordre, respectueux des sauvetages assurés par le peloton de gendarmerie de haute-montagne (PGHM), le traumatologue s'interroge. « *Les contrôles en milieu dangereux, que ce soit en Méditerranée ou en haute-montagne, c'est inacceptable. Alors comment faire mieux ? Peut-être faudrait-il circonscrire les contrôles sur les routes ? Moi, je n'ai pas les réponses, mais je sais qu'il faut poser des questions.* »

Dans un récent communiqué, la préfète des Hautes-Alpes a cependant réaffirmé, sans ciller, « *sa confiance dans les forces de l'ordre quant au respect [des] règles* » de déontologie, qui imposent de « *veiller à se comporter de manière exemplaire en toutes circonstances, [à] tenir compte de la nature des risques et menaces de chaque situation* ». Une réplique directe au collectif « Tous migrants » de Briançon.

Il y a quelques jours, les bénévoles ont en effet déposé un signalement dans le casier du procureur de la République, dénonçant un chapelet d'infractions potentiellement commises, à leurs yeux, par les forces de l'ordre dans la nuit du 7 mai à La Vachette (« *non assistance à personne en danger* », « *mise en danger délibéré de la vie d'autrui* », « *homicide involontaire*

par imprudence, négligence, ou manquement à une obligation de sécurité », etc.). L'an dernier, ils n'avaient pas admis, déjà, que l'enquête ouverte sur la chute des deux Guinéens soit classée sans suite, « *en l'absence d'infractions* » identifiées par le parquet.



La cérémonie organisée en mémoire de Blessing sur le pont de La Vachette, le 16 mai dernier. © MM

« *Cette mort, c'est l'affaire de trop* », juge Michel Rousseau, l'une des figures du collectif, rencontré sur le pont de La Vachette alors que des bénévoles affluent par dizaines pour une veillée funèbre organisée en mémoire de Blessing, avec des lilas dans les bras.

« *Il faut bannir les guets-apens*, clame cet ancien syndicaliste. *Sinon, il est où le principe de "discernement" prévu dans le code de la sécurité intérieure ? ! Au collectif, nous disons qu'il y a des pratiques illégales. Et on nous reprocherait de dire des bêtises ? Mais alors le Défenseur des droits ? La CNCDH ? Le pape ? L'évêque ? Le tribunal administratif de Nice ? Ce seraient tous des bandits ?* » Dans la nuit qui tombe, deux migrants venus du refuge de Briançon brandissent une enceinte qu'ils portent à l'épaule comme on soulève un cercueil.

Benoît Ducos prend le micro. Son visage, la France entière l'a découvert **cet hiver** quand il a secouru une femme enceinte sur le point d'accoucher sous la neige, *illico* conduite vers l'hôpital avec son mari et leurs deux enfants, ce qui lui a valu une convocation à la police aux frontières. « *Il est où le discernement ?* », répète cet ancien pisteur, épuisé par un hiver de maraudes dans la poudreuse. Silence de mort. Sous ses pieds, la Durance gronde.

Sur le petit pont de La Vachette, on ne distingue plus grand-chose, tout juste le blanc des sommets, tout là-haut, et des larmes qui coulent sur la joue du montagnard.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.